

Sondage Ipsos-SPF 2016



André Lejarré

Une part importante de Français vit le quotidien sur le mode de la privation et d'arbitrages constants, y compris dans un domaine aussi vital que celui de la santé. Le 10^e baromètre Ipsos-SPF est révélateur d'une société fragilisée, sur le fil de la survie, où les plus pauvres paient le plus lourd tribut à la crise.

ÉDITO La publication de ces chiffres douloureux sur les difficultés, pour un très grand nombre, d'avoir accès aux soins ne surprend pas les bénévoles du Secours populaire français. Membres d'une association très décentralisée, en permanence sur le terrain, en ville ou à la campagne, ils voient augmenter au quotidien les problèmes pour se soigner, même si souvent une grande pudeur empêche les personnes accueillies de se confier. L'écrivain Henri Barbusse disait : « La solidarité, ce ne sont pas des mots ; ce sont des actes. » Aujourd'hui, il convient – avec toutes les bonnes volontés, tous les partenaires ; je pense par exemple à Essilor, à GSK, aux mutuelles, au réseau de l'Ordre national des médecins – de mener des actions précises, suivies dans le temps, pour aider à l'accès aux soins, partout et pour tous. Les enfants – avec les petits copains du monde –, les jeunes, les familles, les personnes âgées ne se contentent pas de parler mais agissent. Certes, la solidarité ne saurait tout régler, il n'empêche que c'est à notre époque un puissant remède dont l'efficacité est renforcée par les dévoués Médecins du SPF, qui attendent du renfort. *Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français*

Santé sacrifiée, symptôme de la pauvreté



Conséquence brutale de l'accroissement des inégalités en France, depuis la crise financière de 2008, plus d'un Français sur deux (55%) jugent en 2016 que leur vie quotidienne est menacée par la pauvreté. Si ce chiffre connaît un léger recul par rapport aux résultats du baromètre Ipsos-SPF 2015, il reste supérieur de 10 points à celui de 2007 (45%), à l'aube de la crise économique la plus grave depuis la Grande Dépression de 1929.

De la même façon, cette année encore, la part des sondés redoutant que leurs enfants connaissent un jour la pauvreté reste très élevée (83%). Si ce chiffre est en baisse de 4 points depuis 2015, il n'en demeure pas moins que pour les catégories socioprofessionnelles les plus modestes, le pourcentage passe de 87% à 92% en un an. Ouvriers et employés, ménages aux revenus inférieurs à 3 000 euros (87%) ou encore parents d'enfants de moins de 18 ans sont les plus inquiets pour l'avenir de leurs enfants, dont les conditions de vie seraient selon eux plus pénibles que les leurs. Les données recueillies sur le terrain par les bénévoles du Secours populaire français témoignent d'une dégradation des conditions de vie des plus précaires et d'une augmentation sensible du nombre de personnes aidées (près de 3 millions en 2015).

La crise économique a fait basculer une part importante de la population dans la pauvreté. Les résultats du baromètre Ipsos-SPF 2016 et les rapports qui émanent des antennes locales du SPF convergent : la proportion de Français affirmant avoir connu la pauvreté s'est accrue (3 points de plus par rapport à 2015, selon le baromètre Ipsos). En 2016, 38% des personnes interrogées répondent en effet qu'elles ont été confrontées à cette situation. Comme le pointait déjà le baromètre Ipsos-SPF en 2013, les femmes sont souvent les plus affectées (c'est le cas pour 39% d'entre elles). Emplois précaires, temps partiel subi, chômage : ces dernières paient un lourd tribut à la crise, mais aussi aux persistantes inégalités de genre. Les ouvriers et employés comptent aussi parmi la catégorie la plus exposée. Si l'Insee annonce en juin 2016 que le pouvoir d'achat des ménages a plutôt bien résisté à la crise, il n'en demeure pas moins qu'une partie non négligeable de la population française doit faire face à des difficultés multiples au quotidien et que les foyers les plus modestes ont vu leur pouvoir d'achat baisser¹.

DES INÉGALITÉS PERSISTANTES

La réalité est que pour une part importante de Français des arbitrages s'imposent entre les loisirs (cinéma, restaurant...) ou les vacances par exemple : pour 47% des sondés s'offrir quelques jours de répit ne va pas de soi. Les foyers qui disposent d'un revenu mensuel net inférieur à 1 200 euros sont 73% à être exclus de ce droit aux vacances, qui constitue un champ d'action majeur pour le SPF. Mais les restrictions concernent également la santé : 36% des Français ont des problèmes au moment de payer des actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale, 64% chez les foyers les plus modestes. Disposer d'une mutuelle santé est financièrement compliqué pour 53% des ménages modestes, et 48% d'entre eux n'ont pas les moyens de se procurer une alimentation saine. En 2016, une majorité de Français pense qu'une personne seule est pauvre quand elle dispose d'un revenu mensuel net de moins de 1 068 euros, une augmentation de 14 euros en moyenne par rapport à 2015, un montant supérieur au seuil de pauvreté officiel (1 000 euros)²,

mais très proche du Smic (1 141 euros net depuis le 1^{er} janvier 2016). Logement, factures, vacances, soins sont sources d'inquiétudes quotidiennes pour des personnes sur le fil de la pauvreté qui se sentent d'autant plus à la merci du moindre incident de parcours. Le baromètre 2016 est révélateur des stigmates d'une crise persistante, mais aussi d'une fragilisation de la société française. L'insécurité sociale gagne du terrain et le renoncement aux soins est devenu en 2016 une réalité qui accroît la vulnérabilité des plus pauvres.

Dans ses permanences d'accueil, le SPF perçoit une dégradation de l'état de santé de familles, de mères seules, de jeunes, de retraités, de beaucoup d'enfants. Fait récent, le travail n'apporte plus forcément la garantie d'une autonomie financière : certains salariés ne sont plus à l'abri des privations et peinent également à se soigner. L'optique et les soins dentaires sont devenus moins facilement accessibles : 35% des sondés déclarent avoir déjà renoncé à l'achat de prothèses dentaires ou l'avoir retardé de plusieurs mois (4 points de plus par rapport à 2008) ; 30% ont dû faire de même pour l'achat de lunettes ou de lentilles de contact ; 28% pour la consultation chez un dentiste (+ 5 points)... Parmi les Français les plus pauvres (ceux qui appartiennent à un ménage dont le revenu mensuel net est inférieur à 1 200 euros), 50% ont renoncé à une consultation chez le dentiste ou l'ont retardée, une hausse spectaculaire de 22 points par rapport à 2008. Les parents en situation de pauvreté donnent la priorité aux soins apportés à leurs enfants, au détriment de leur propre santé.

Plus d'un quart des personnes financièrement vulnérables ne peuvent se rendre chez un dentiste, faute de moyens. Ce constat est insupportable et laisse craindre que la santé ne finisse par devenir un luxe. Les Français interrogés sont conscients de l'augmentation inquiétante des inégalités en matière d'accès à la santé : à 68%, ils jugent qu'elles se sont aggravées au cours des dernières années. Le Secours populaire, depuis sa création, a investi ce champ, grâce aux actions de ses bénévoles, des Médecins du SPF, des professionnels de santé, qui contribuent bénévolement à combattre ces inégalités, en France et à l'international. Des actions soutenues par une grande majorité de Français : à 95% ces derniers jugent que l'accès aux soins, en particulier pour les enfants, doit constituer une priorité de l'association. Dans une France où les inégalités ne cessent de croître, où parfois les plus socialement démunis perdent, à force de renoncements, jusqu'au goût de vivre, dans un contexte marqué par la violence et la montée des discriminations, le baromètre Ipsos-SPF 2016 donne cependant à voir une lueur d'espoir. Il montre que plus de la moitié des Français (54%) est prête à soutenir les Médecins du SPF et à s'engager personnellement en faveur de l'accès à la santé aux côtés de l'association par un don ou une action bénévole.

Fabienne Chiche

¹ Selon le « Rapport sur les comptes de la nation 2015 » publié par l'Insee, les dépenses « pré-engagées » pour le logement, l'eau, l'électricité, les frais de cantine... représentent une fraction croissante du budget des ménages : elle est passée de 12,3% de leur revenu disponible en 1959 à 28,9% en 2015.

² Insee, données 2013. Correspondant à 60% du revenu médian national, ce seuil de pauvreté sert de base au calcul, par la Caisse d'allocation familiale, du plafond au-dessous duquel on peut prétendre au revenu de solidarité active (RSA).

BAROMÈTRE IPSOS – SPF 2016



Cette année encore, une très large majorité de Français interrogés dans le cadre du baromètre Ipsos / Secours populaire de la pauvreté considère que le risque que

leurs enfants connaissent un jour la précarité est plus élevé que pour leur génération.

Pour une partie de la population, les difficultés sont d'ailleurs déjà une réalité. Cette année, ce sont en effet 38 % des Français qui nous disent avoir déjà au cours de leur vie connu une situation de pauvreté, soit 3 points de plus que l'année passée. Et les conséquences de ce basculement sont sévères, notamment dans le domaine auquel nous avons consacré la partie thématique de cette enquête : l'accès à la santé. Les difficultés financières poussent une partie significative de la population, et surtout de foyers modestes, à retarder des soins ou à y renoncer totalement.

C'est particulièrement le cas dans le domaine dentaire et optique, où l'on observe une hausse inquiétante du report ou du renoncement aux soins, particulièrement chez les plus modestes : la moitié des Français dont le revenu mensuel net du foyer est inférieur à 1 200 euros ont déjà dû reporter ou renoncer à une consultation chez un dentiste (+22 points par rapport à 2008) et plus d'un tiers chez un ophtalmologiste (39 % ; +9 points).

Les Français sont d'ailleurs conscients de l'augmentation des inégalités d'accès à la santé (68 % pensent qu'elles se sont aggravées au cours des dernières années). Ils sont sensibles à l'action du Secours populaire dans ce domaine et donnent avant tout la priorité à l'accès aux soins pour les enfants.

Des enfants dont il ne faut pourtant pas oublier les parents. Car souvent, en leur donnant la priorité, ce sont leurs parents qui mettent leur santé entre parenthèses, voire même en danger.

Amandine Lama, directrice d'études chez Ipsos Public Affairs
et Mathieu Gallard, chef de groupe.

Sondage réalisé par téléphone du 11 au 15 juillet 2016 auprès de 1 000 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus, selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, région et catégorie d'agglomération.

Ce rapport a été élaboré dans le respect de la norme internationale ISO 20252 : « Études de marché, études sociales et d'opinion ». Comme pour toute enquête quantitative, cette étude présente des résultats soumis aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques.

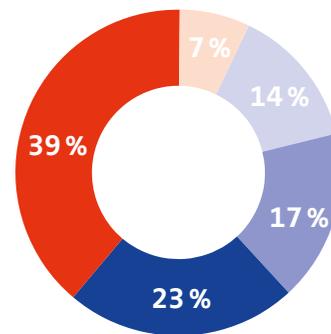
En 2016, 55 % des Français jugent que leur vie quotidienne est menacée par la pauvreté.

➤ **Après deux années de baisse, la perception par les Français du seuil de pauvreté progresse à nouveau.**

Base : à tous

Pour vous en dessous de quel revenu net par mois une personne seule peut-elle être considérée comme pauvre dans un pays comme la France ?

● Moins de 800 € ● 1 000 € ● (NSP) ● Entre 800 et 999 € ● Plus de 1 000 €



SEUIL DE PAUVRETÉ SUBJECTIF MOYEN :
1 068 € (+14 €)



* Montant mensuel net du smic au 1^{er} janvier de l'année pour 35h de travail par semaine (151,67 heures par mois) – Après déduction de la CSG et CRDS

> La perception du seuil de pauvreté varie assez fortement selon le profil.

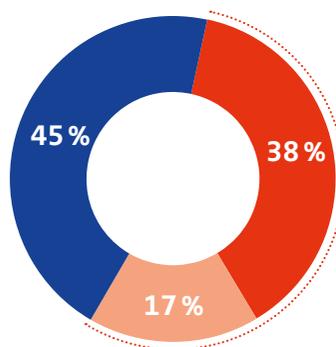
CATÉGORIES		RÉSULTATS 2016	ÉVOLUTION 2015
ENSEMBLE		1 068 €	+14 €
SEXE	HOMMES	1 125 €	+23 €
	FEMMES	1 015 €	+6 €
ÂGE	MOINS DE 35 ANS	974 €	-6 €
	35-59 ANS	1 106 €	+42 €
	60 ANS ET PLUS	1 109 €	-10 €
REVENU MENSUEL NET DU FOYER	MOINS DE 1 200 €	934 €	+36 €
	1 200 À 2 000 €	1 037 €	-32 €
	2 000 À 3 000 €	1 102 €	+50 €
	3 000 € ET PLUS	1 122 €	+11 €
RÉGION	ÎLE-DE-FRANCE	1 092 €	+15 €
	PROVINCE	1 063 €	+14 €

> Plus d'un tiers des Français a déjà connu une situation de pauvreté et cette proportion augmente.

Base: à tous

Personnellement, vous est-il déjà arrivé de vous dire, à un moment de votre vie, que vous étiez sur le point de connaître une situation de pauvreté ?

- Oui, et j'ai connu une telle situation.
- Oui, mais je n'ai pas connu une telle situation.
- Non, ce n'est jamais arrivé.



+ 3 POINTS
PAR RAPPORT
À 2015

EN 2016, 55 % DES FRANÇAIS
JUGENT QUE LEUR VIE QUOTIDIENNE
EST MENACÉE PAR LA PAUVRETÉ

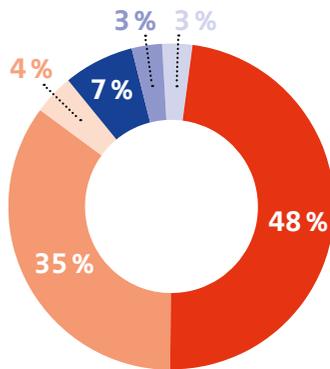
A CONNU UNE SITUATION DE PAUVRETÉ		RÉSULTATS
ENSEMBLE		38 %
SEXE	HOMMES	36 %
	FEMMES	39 %
ÂGE	MOINS DE 35 ANS	34 %
	35-59 ANS	44 %
	60 ANS ET PLUS	33 %
PROFESSION	CADRES/PROF. INTERMÉDIAIRES	30 %
	EMPLOYÉS/OUVRIERS	51 %
REVENU DU FOYER	MOINS DE 1 200 €	68 %
	1 200 À 2 000 €	53 %
	2 000 À 3 000 €	37 %
	3 000 € ET PLUS	22 %
A DES ENFANTS DE - DE 18 ANS	OUI	45 %
	NON	34 %

**> Un risque de pauvreté perçu
comme beaucoup plus fort
pour la génération à venir.**

Base : à tous

*D'après vous, les risques que vos enfants
connaissent un jour une situation
de pauvreté sont-ils beaucoup plus,
un peu plus, un peu moins ou beaucoup
moins élevés que pour votre génération ?*

- Beaucoup plus élevés
- Un peu plus élevés
- Ni plus, ni moins élevés
- Un peu moins élevés
- Beaucoup moins élevés
- (NSP)



MOINS ÉLEVÉS : 10 %

MOINS DE 35 ANS : 14 %
REVENUS < 1 200 € : 13 %

PLUS ÉLEVÉS : 83 %

EMPLOYÉS / OUVRIERS : 92 %
PARENTS D'ENFANTS DE - DE 18 ANS : 89 %
REVENUS ≥ 3 000 € : 87 %

Clarisse Clozier



Clarisse Clozier

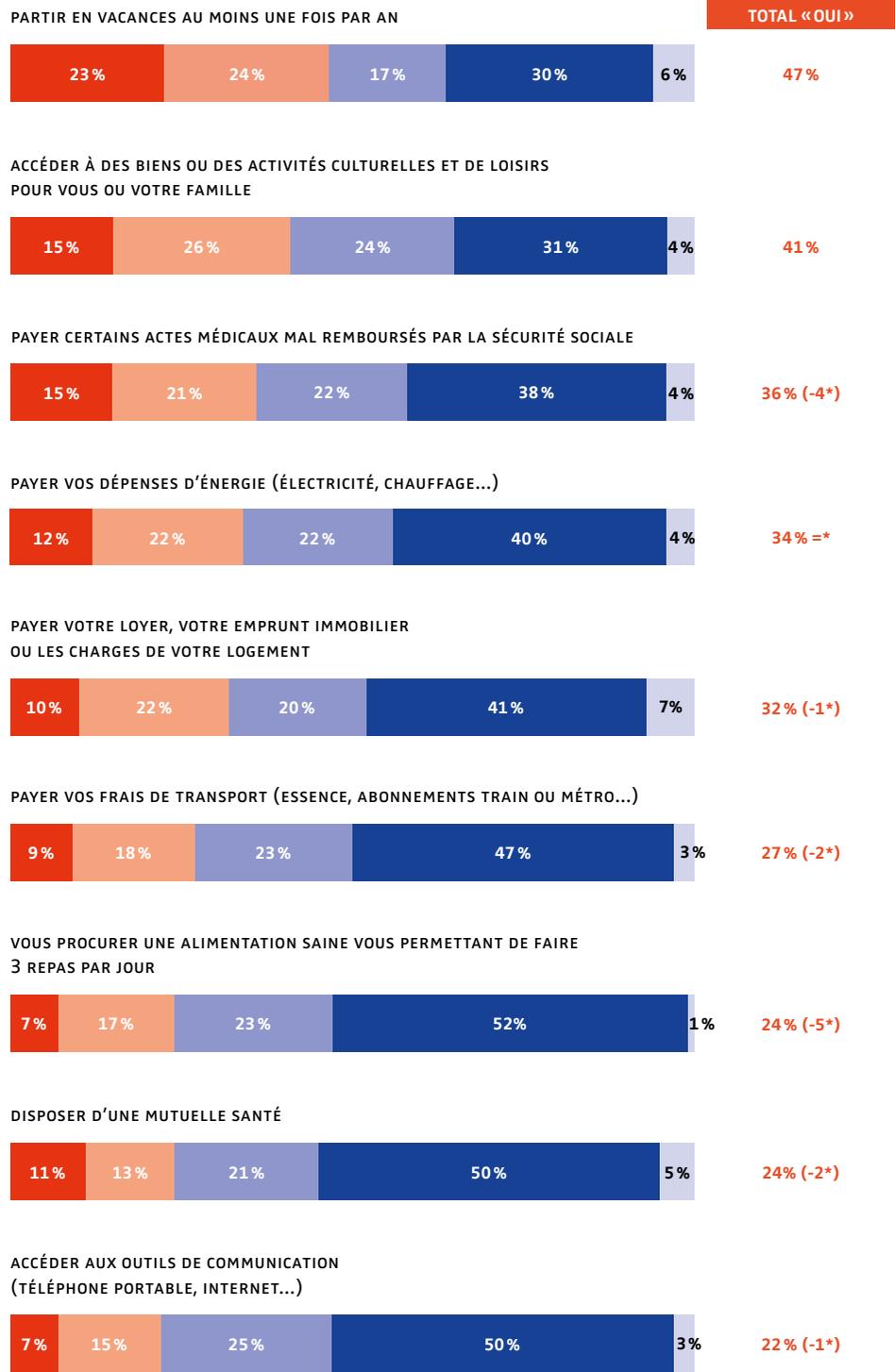
Les vacances, essentielles au bien-être, sont souvent sacrifiées quand le budget est trop serré:
47% des Français rencontrent des difficultés pour s'offrir quelque jours de répit.

> Les vacances et la culture, les postes de dépenses qui posent le plus de difficultés, juste devant la santé.

Base: à tous

Rencontrez-vous des difficultés financières pour faire chacune des choses suivantes ?

● Oui, beaucoup ● Oui, un peu ● Non, pas vraiment ● Non, pas du tout ● (NSP)



* Évolutions par rapport à la vague de 2015



André Lejarré

> Des difficultés financières particulièrement ressenties dans les ménages modestes.

Base: à tous

Rencontrez-vous des difficultés financières pour faire chacune des choses suivantes ?

	RÉPONSES « OUI »			
	NIVEAU DE REVENU MENSUEL NET DU FOYER			
	3000 € et plus	2 000 € à 3 000 €	1 200 € à 2 000 €	moins de 1 200 €
PARTIR EN VACANCES AU MOINS UNE FOIS PAR AN	27%	52%	64%	73%
ACCÉDER À DES BIENS OU DES ACTIVITÉS CULTURELLES ET DE LOISIRS POUR VOUS OU VOTRE FAMILLE	26%	40%	53%	72%
PAYER CERTAINS ACTES MÉDICAUX MAL REMBOURSÉS PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE	23%	33%	48%	64%
PAYER VOS DÉPENSES D'ÉNERGIE (ÉLECTRICITÉ, CHAUFFAGE...)	15%	34%	46%	68%
PAYER VOTRE LOYER, VOTRE EMPRUNT IMMOBILIER OU LES CHARGES DE VOTRE LOGEMENT	19%	29%	40%	59%
PAYER VOS FRAIS DE TRANSPORT (ESSENCE, ABONNEMENTS TRAIN OU MÉTRO...)	11%	26%	34%	59%
VOUS PROCURER UNE ALIMENTATION SAINES VOUS PERMETTANT DE FAIRE 3 REPAS PAR JOUR	9%	19%	36%	48%
DISPOSER D'UNE MUTUELLE SANTÉ	8%	20%	37%	53%
ACCÉDER AUX OUTILS DE COMMUNICATION (TÉLÉPHONE PORTABLE, INTERNET...)	8%	20%	33%	48%



Plus d'un tiers des Français a renoncé à une consultation chez un dentiste ou l'a retardée.

Une alimentation saine et diversifiée est cruciale pour se maintenir en bonne santé. Or les difficultés financières empêchent 24% des Français de faire trois repas équilibrés par jour.

Les personnes dans un grand dénuement sont les plus exclues des campagnes de prévention et de dépistage et des soins en général.



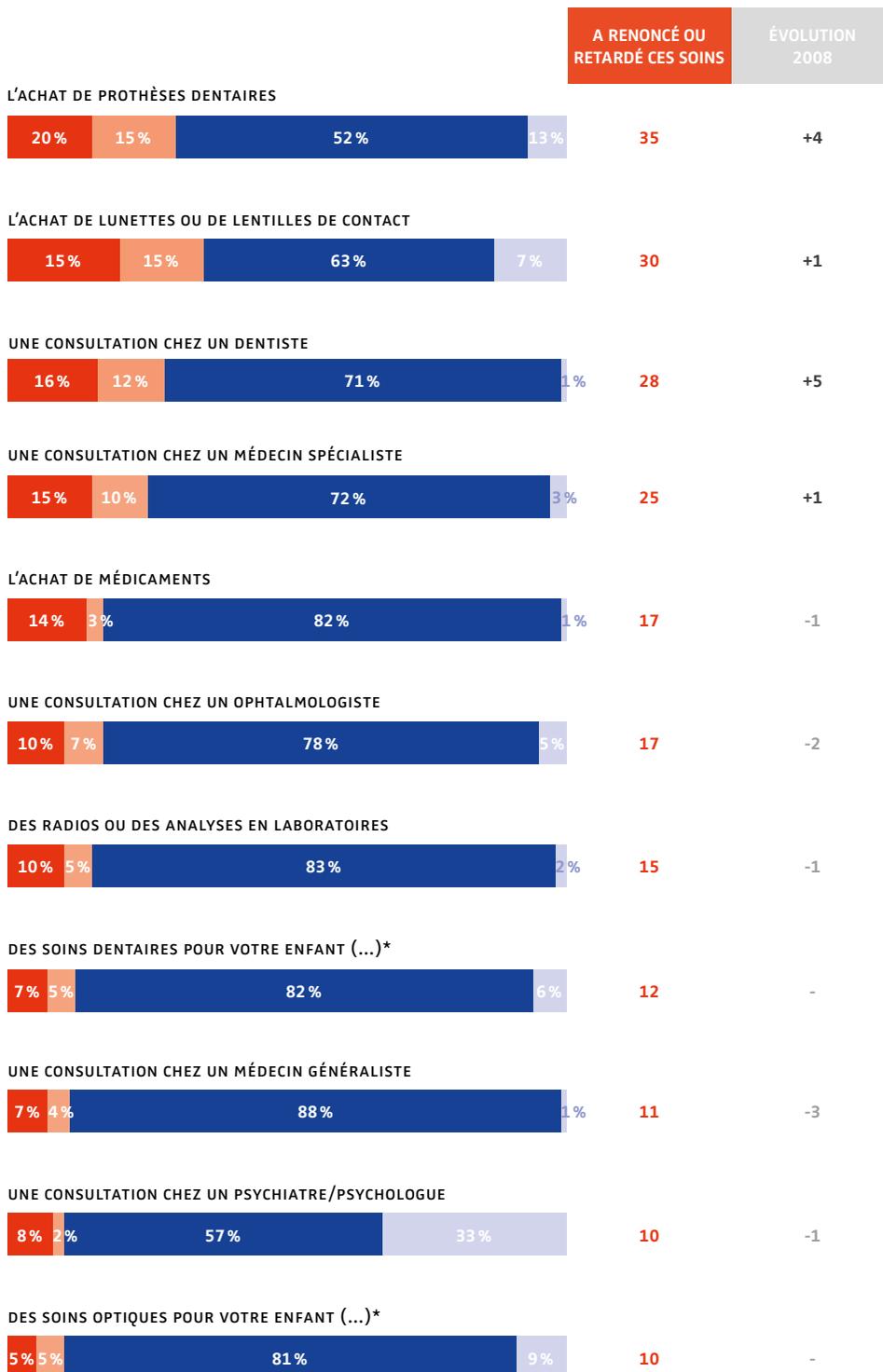
Olivier Papegnies

BAROMÈTRE IPSOS – SPF 2016

> Une proportion significative de la population française connaît des difficultés importantes, notamment dans son accès à la santé.

Base : à tous (sauf deux items posés aux parents d'enfants de moins de 18 ans - 33% de l'échantillon)
En raison de leur coût, vous est-il déjà arrivé de renoncer à...

- Oui, au moins une fois
- Non, mais vous l'avez retardé de plusieurs mois
- Non, jamais
- Non concerné



* Items posés uniquement aux parents d'enfants de moins de 18 ans

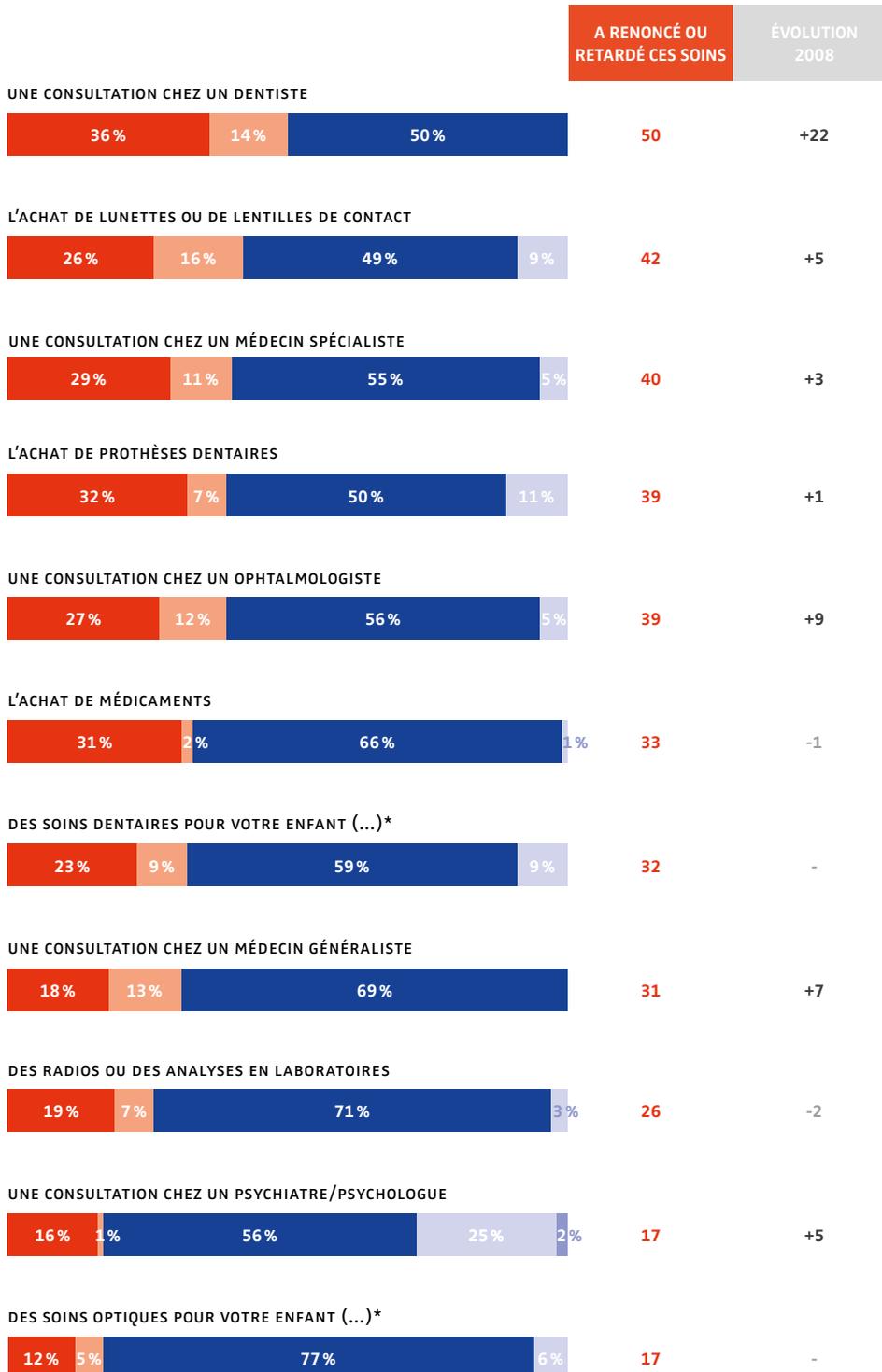
BAROMÈTRE IPSOS – SPF 2016

➤ Un renoncement ou un retard de soins qui s'est particulièrement accru chez les plus modestes, notamment dans les domaines des soins dentaires et optiques.

Base: Personnes dont le revenu mensuel net du foyer est inférieur à 1 200 €

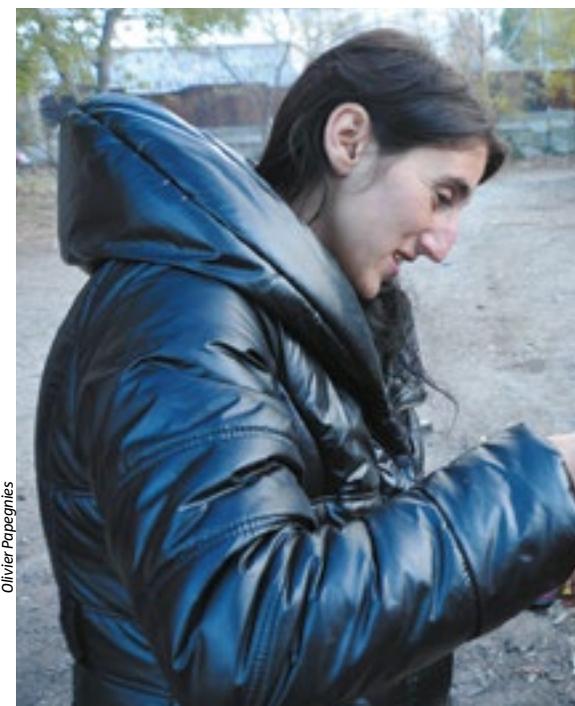
En raison de leur coût, vous est-il déjà arrivé de renoncer à...

- Oui, au moins une fois
- Non, mais vous l'avez retardé de plusieurs mois
- Non, jamais
- Non concerné
- Ne se prononce pas



Clarisse Clozier

Apporter des soins à ses enfants, quand le quotidien est fait de privations, est une source d'anxiété pour des parents sur le fil de la survie.



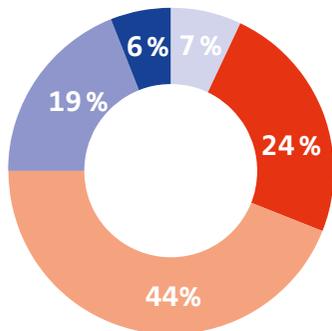
Olivier Popegnies

> Les deux tiers des Français estiment que les inégalités en matière d'accès à la santé se sont creusées au cours des dernières années.

Base: à tous

Au cours des dernières années, avez-vous le sentiment qu'en France, les inégalités en matière d'accès à la santé se sont...

- Beaucoup aggravées
- Plutôt aggravées
- Plutôt réduites
- Beaucoup réduites
- Nsp



RÉDUITES 25%	MOINS DE 35 ANS: 35% ILE-DE-FRANCE: 35%
AGGRAVÉES 68%	35 ANS ET PLUS: 73% CADRES/PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES: 77% RURAUX: 73%

> Les Français jugent que l'accès aux soins, en particulier pour les enfants, doit constituer une priorité pour le Secours populaire.

Base: à tous

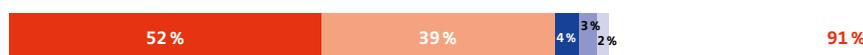
Selon vous, chacun des domaines suivants doit-il être une priorité pour l'action du Secours populaire en matière d'accès à la santé ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Nsp

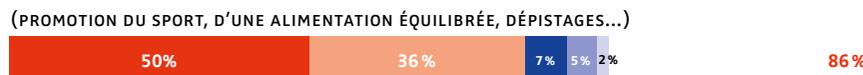
L'ACCÈS AUX SOINS POUR LES ENFANTS



L'ACCÈS AUX SOINS POUR LES ADULTES



LES ACTIONS DE PRÉVENTION



LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS DE SOLIDARITÉ SANTÉ À L'ÉTRANGER

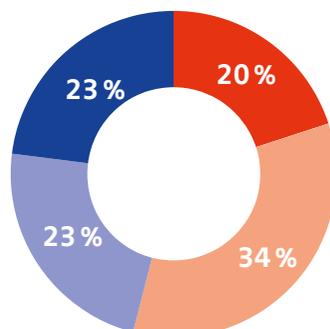


> Plus de la moitié des Français seraient prêts à soutenir les Médecins du Secours populaire.

Base: à tous

Depuis 1980, le Secours populaire agit pour l'accès aux soins des personnes en difficulté à travers les Médecins du Secours populaire, des personnes qui apportent bénévolement leurs compétences dans le domaine de la santé. Vous personnellement, auriez-vous envie de soutenir cette action, que ce soit par un don ou une action bénévole ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout



OUI 54%
NON 46%

LES CATÉGORIES QUI SONT LES PLUS ENCLINES À AVOIR « TOUT À FAIT » ENVIE DE SOUTENIR LE SECOURS POPULAIRE DANS CETTE ACTION :

LES 15-19 ANS : 40%
LES PERSONNES AUX REVENUS MODESTES : 32%
LES HABITANTS DE L'ÎLE-DE-FRANCE : 25%

